

# Communiqué de presse des établissements scolaires chellois en lutte. 01/02/2021

## *Derrière les discours gouvernementaux à l'occasion de la 5ème semaine olympique et paralympique, l'envers du décor chellois.*

Monsieur Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale, Mme Maracineanu, réduite à un rôle subalterne à la remorque de ce dernier pour les questions sportives, Mme Cluzel en charge des personnes handicapées, ont cru bon de venir dérouler une propagande malsaine et en total décalage avec le contexte sanitaire actuel sur le territoire chellois, le lundi 1<sup>er</sup> février 2021. Il et elles seront accompagné.es de M. Estanguet, président de Paris 2024. Il s'agirait, par cette visite de faire la promotion de leur action conjointe en vue de permettre « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'École », et « pour que chaque élève bénéficie d'au moins 30 minutes d'activité physique quotidienne, complémentaires des enseignements d'EPS ». Cette visite est programmée sans concertation avec les enseignants (pas même ceux d'EPS), ce qui montre encore une fois le peu de confiance envers notre profession alors que M. Blanquer et M. Auverlot (recteur de l'académie de Créteil) nous trouvent si "créatifs" et "inventifs".

### *De qui se moque-t-on ?*

- Comment développer l'activité physique quotidienne en dehors de l'École quand le couvre-feu et avant cela les différentes formes de confinement l'ont rendue impossible ?
- Comment développer l'activité physique quotidienne dans l'École quand le bien mal nommé « protocole sanitaire renforcé » a rendu sa pratique difficile voire parfois impossible ? Ou bien encore quand le gouvernement diminue les horaires obligatoires en lycées professionnels ?
- Combien de collègues d'EPS se retrouvent à enseigner théoriquement leur discipline dans des salles de cours depuis deux semaines ? Comment réussir à enseigner l'EPS quand les protocoles sanitaires changent du jour au lendemain en ne laissant aux enseignant.es que quelques jours pour s'organiser ? En situation normale, combien de cours d'EPS annulés chaque année du fait des intempéries et d'un manque d'infrastructures sportives ?
- Quelle image de l'EPS est renvoyée à nos élèves et parents d'élèves quand il est question de "tests de capacités physiques génériques" complètement décontextualisés des séquences d'apprentissage ? Sommes-nous revenus à une EPS uniquement sanitaire ?
- Combien d'élèves en situation de handicap mal pris ou non pris en charge faute d'AESH formé.es et en nombre suffisant ?
- Combien d'établissements scolaires ne sont pas aux normes pour accueillir les élèves en situation de handicap ?

### *Le résultat de leurs politiques.*

- Protocole sanitaire au rabais faute de moyens humains et matériels, consignes chaotiques et données dans la précipitation : aucune préparation en vue des 2ème, 3ème, 4ème, Xème vague de la part du gouvernement. Nos établissements sont laissés à l'abandon, à charge pour les acteurs et actrices de terrain de gérer avec des moyens insuffisants et/ou plus réduits, sans mise à disposition de masques protecteurs (FFP2) et de tests systématiques des personnels et des élèves. Avec comme seule action d'interdire la pratique de l'EPS en milieu fermé sans aucun argument résistant à l'analyse.
- Pas d'embauches de personnels supplémentaires, pas de réquisition de locaux pour nous permettre d'exercer nos métiers dans des conditions décentes et sécurisées face à la COVID 19. Aucun investissement dans des purificateurs d'air alors que le virus de la COVID-19 se transmet d'abord de façon aérosol.
- Pas de formation des personnels pour accueillir dignement les élèves en situation de handicap au quotidien.
- Un sous-financement chronique de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales par l'État.

### *Ce que nous voulons.*

- Des actes, pas de la communication :
  - ✗ Un plan d'urgence pour l'Éducation nationale avec recrutement de tous les personnels requis (dans les secteurs de vie scolaire, d'enseignement, de l'entretien et de la restauration, médico-sociaux, administratifs...) afin de faire face aux absences des collègues et aux besoins rendus croissants du fait de la crise sanitaire et de l'évolution démographique sur le territoire.
  - ✗ La mise à disposition des locaux nécessaires ainsi que la mise aux normes de tout ceux déjà à notre disposition pour assurer nos missions dans de bonnes conditions sanitaires et accueillir dignement les élèves en situation de handicap.
- Des infrastructures sportives pour le quotidien, pas des piscines olympiques pour la parade.

*Les personnels et familles en lutte à Chelles. Avec le soutien de leurs syndicats et du collectif « Chelles en colère ».*

